

Un camp humanitaire pouvant accueillir 2 500 migrants sera créé

Le bras de fer entre l'État et le maire de Grande-Synthe, qui dure depuis une quinzaine de jours, sur le déménagement ou non du camp de migrants, a basculé en faveur de l'élu. Un camp humanitaire pouvant accueillir 2 500 exilés sera bien créé, au risque de pérenniser l'installation des migrants dans la commune.

PAR ALEXIS CONSTANT
region@lavoice.dunord.fr

GRANDE-SYNTHE. D'un côté, il y a les conditions humanitaires déplorables dans lesquelles évoluent les 2 500 à 3 000 migrants installés dans la « jungle » du Basroch, à Grande-Synthe. De l'autre, il y a la volonté de l'État de ne pas favoriser l'installation durable de ces migrants sur le territoire dunkerquois, en ouvrant la porte à un afflux de plus en plus massif.

Le projet du maire de Grande-Synthe, Damien Carême (EELV) et de Médecins sans frontières (MSF), consistant à déménager la « jungle » pour l'installer près d'Emmaüs, de l'autre côté de l'autoroute A16, dans le sens France-Belgique, n'avait pas les faveurs de la préfecture du Nord. Mais elle a dû céder, hier, face à l'obstination de Damien Carême et de l'association humanitaire.

Dans un mois, les migrants seront déplacés. Le temps pour la ville de Grande-Synthe d'effectuer des travaux de terrassement, d'assainissement, d'installations électriques, de monter des sanitaires, des douches, puis d'installer des tentes chauffées. Il y en aura 500, d'une capacité de cinq personnes chacune. Si l'État n'était pas enchanté par

cette initiative, en plus de la crainte de nouveaux venus sur le camp par un effet d'appel d'air – en six mois la « jungle » est passée de 100 à 3 000 migrants –, c'est aussi en raison des conditions de sécurité jugées insatisfaisantes offertes par le terrain choisi par le maire. Une voie ferrée passe à proximité du nouveau camp. Le risque que les migrants ne traversent l'A16 pour se mettre dans le bon sens de circulation est réel. Le maire de Grande-Synthe a

« Nous prenons acte du projet de la commune. Mais sur le principe, l'État reste défavorable au maintien de ce camp de migrants. »

promis de poser des clôtures le long du chemin de fer et de l'autoroute. Il faudra voir à l'usage l'efficacité de cette mesure. « Nous prenons acte du projet de la commune. Mais sur le principe, l'État reste défavorable au maintien de ce camp de migrants, d'autant que l'on travaille depuis des mois sur une solution de démantèlement de cette jungle », a déclaré, hier, le sous-préfet de Dunkerque, Henri Jean.

Le démantèlement du futur camp ainsi « institutionnalisé » s'annonce compliqué. ■

« Nous préférons rester ici »

Postés devant la faible lumière générée par les douches, ils attendent que leur batterie de téléphone soit chargée. Les pieds entourés d'une boue épaisse. Ali, Kurde arrivé d'Irak, comme les autres personnes qui l'entourent, est le seul du groupe à maîtriser l'anglais. Il s'improvise traducteur pour annoncer à ses compatriotes que le camp va fermer. Qu'un autre se prépare, avec des tentes chauffées. Sans boue. Peu importe ce confort, le groupe est unanime : « Nous préférons rester ici. Près de la ville. Nous savons où nous sommes, nous connaissons les lieux et cela nous rassure. Même si l'on vit dans la boue, on sait que c'est temporaire. »

LA CRAINTE DES RESTRICTIONS

D'autres restent indifférents. Leur but est d'atteindre l'Angleterre. Qu'ils attendent ce jour dans la gadoue ou sous une tente chauffée ne changera rien. L'objectif est de partir le plus rapide-

ment possible. Plus loin, c'est l'inquiétude qui domine : « On va prendre nos empreintes ? » La réaction est nette. Pas question de déménager. « On a peur d'être contrôlé. De ne plus pouvoir sortir ou entrer dans le camp comme on le sou-

haite. » « Je veux aller et venir, car j'ai des enfants », témoigne ce père de famille. Un sentiment de restriction que beaucoup partagent, prenant l'exemple d'autres camps humanitaires, dans d'autres pays. ■ G. D.M.



Malgré les conditions de vie et par peur d'être parqués quelques kilomètres plus loin, les migrants du camp du Basroch préfèrent y rester. PHOTO MARC DEMEURE.



Les 2 500 à 3 000 migrants de la « jungle » de Grande-Synthe vivent dans des conditions déplorables. PHOTO MARC DEMEURE



SOULAGEMENT DES RIVERAINS

En septembre, les riverains de la « jungle » de Grande-Synthe lançaient une pétition pour alerter les élus sur leur quotidien, marqué par les nuisances et un sentiment d'insécurité, lorsque les coups de feu retentissaient la nuit dans les bois, que le ballet incessant des forces de l'ordre réveillait les familles, inquiètes. L'annonce du déménagement du camp de migrants, de l'autre côté de l'autoroute A16, à l'écart des habitations, a sonné comme un soulagement, même si l'on reconnaît qu'il n'y a jamais eu vraiment d'incidents avec la population grand-synthoise. « On va reprendre goût à la vie », lance la jeune femme à l'origine de la pétition. Jonathan, lui aussi signataire, sourit : « C'est mieux pour nous, c'est mieux pour eux. C'est mieux pour l'image de la ville. »

PHOTO PHILIPPE PAUCHET